

Les femmes violées de Luvungi

Sitôt franchi le seuil de sa maison, Ana, les bras chargés, bute sur quatre molosses en treillis. «Où vas-tu avec nos histoires?» hurle un des miliciens en la repoussant à l'intérieur de la bâtisse en terre séchée. Ce vendredi soir du septième mois, le «mwezi wa saba», comme on dit ici, le jour vient de tomber sur le village haut perché dans la forêt équatoriale, à plusieurs jours de route au nord-ouest de Goma, la capitale du Nord-Kivu. Il est à peine 20 heures. Les deux premiers hommes s'empressent déjà d'empaqueter les modestes biens qu'Ana n'avait pu faire tenir dans ses bras. «Allez vous occuper de cette vieille dame», lancent-ils aux deux autres. A près de 80 ans, Ana est la doyenne de Luvungi. Elle a déjà compris ce qui l'attend. Agenouillée, elle supplie: «Vous avez tout pris, ne faites pas ça. Je suis votre grand-mère!» Ana mime la scène qu'elle décrit: «Tout en les implorant, j'ai levé les bras vers eux, les mains tournées vers le ciel.» Un premier coup tombe. Un coup de machette. Sa propre machette, qu'elle garde cachée sous son lit, la nuit, et qu'elle utilise au quotidien pour éplucher les légumes et couper du bois. Il entaille profondément sa main droite. «Toi, tu ne veux pas coucher avec nous et tu n'as pas d'or», crie un homme avant de lui arracher ses vêtements et de la violer. De longues minutes atroces pour Ana: «J'avais mal au vagin. C'était comme si l'on m'avait introduit un bâton en bois dans le ventre.» Tout son corps n'est que douleur. Son sang coule le long de ses bras et entre ses cuisses. Ça n'arrête pas ses agresseurs. Au même instant, un peu plus haut dans la bourgade, quatre jeunes hommes défoncent la porte de la chambre de Mariam. Cette maman de 25 ans dort avec sa petite Hortense blottie contre elle, sous la moustiquaire bleue. Sur son lit, sans prêter attention à la fillette de 2 ans qui pleure, quatre hommes saisissent Mariam, la frappent, la violent à tour de rôle. Pour éviter qu'elle puisse les reconnaître, ils l'aveuglent en braquant leur lampe torche sur son visage. Dans la chambre d'à côté, en présence de ses quatre enfants âgés de 4 mois à 10 ans, sa sœur aînée, Faïda, subit le même sort. Avant de partir, les assaillants lui fouillent le vagin à la recherche d'or puis s'essuient la main contre son visage. Le village est situé à quelques kilomètres d'une carrière d'or de piètre qualité, et les habitants sont souvent payés en minerai lorsqu'ils vendent de la farine ou de l'huile de palme. Cette nuit-là, 284 femmes du village ont vécu les mêmes horreurs.

L'après-midi précédent, les enfants s'amusaient à courir le long de la piste caillouteuse qui traverse le village. Devant les maisons, les racines de manioc séchaient au soleil pour être pilées et transformées en farine. Elle servira pour préparer le fufou, des boules de pâte gluante qu'on mange accompagnées de viande en sauce. A quatre heures de l'après-midi, Livingstone Bubusa, le chef du village, a appris qu'une troupe de rebelles occupait Kembe, un bourg distant de 2 kilomètres. Il y aurait plus de 350 hommes, armés de kalachnikovs et de lance-roquettes RPG. Des membres des FDLR, les Forces démocratiques de libération du Rwanda, qui comptent dans leurs rangs des génocidaires de 1994 et des rebelles Mai-Mai, une milice tribale congolaise. La présence de ces deux groupes n'augure rien de bon. Livingstone le sait mais reste confiant. Comme le veut la coutume, accompagné des chefs des communes voisines, il va saluer le colonel Mayele, l'«intelligent», chef d'état-major de ce fameux Tcheka à la tête des Mai-Mai dans la région, et Lionceau, le coordinateur local des FDLR. «Mayele m'a salué bonnement. J'ai cru que c'était la paix mais il cachait autre chose», raconte Livingstone. Quelques heures plus tard, il assiste, médusé, aux discours galvanisateurs des deux

chefs qui s'adressent à leurs troupes. Mayele, un grand mince d'une trentaine d'années, divise en trois rangées ses hommes, tous équipés de lampes torches. Lorsqu'il lance ses ordres — «Vous, vous prendrez le quartier d'Iramesco, vous celui de Majengo et vous, vous bloquerez le centre» — Livingstone comprend que son village est «foutu».

Commence alors, pour les 2 160 habitants, la plus longue nuit de leur vie. Méthodiquement, les rebelles, par groupes de deux à sept, entrent dans chaque maison. Ils expulsent les maris, les laissant s'enfuir vers la forêt, et s'en prennent aux femmes qu'ils frappent et violent, des adolescentes de 13 ans aux plus âgées, les unes devant les autres. Célestine, qui en est à son sixième mois de grossesse, est aussi violée. Sa voisine n'a pas le temps de détacher l'enfant qu'elle porte dans son dos lorsqu'elle est jetée à terre et écrasée sous le poids des hommes qui la souillent. Ils pillent et emportent tout ce qu'ils peuvent: argent, vêtements, ustensiles de cuisine, matelas, poules, chèvres. Ce qu'ils ne peuvent prendre, ils le brisent. Tout le village est saccagé. Pour porter leur butin à travers la forêt jusqu'à leur base, ils réquisitionnent les époux et les garçons les plus valides. Après leur martyre, les bourreaux laissent s'enfuir les femmes. Mariam et Faïda, les deux sœurs, partent en pleine nuit avec leurs enfants. «Il pleuvait. On a dormi dehors, à même le sol», raconte Mariam. Avec chacune un enfant dans le dos et les autres agrippés à leurs mains, elles avancent lentement. Le lendemain matin, dimanche, elles croisent des rebelles qui, à nouveau, les violentent. Elles passeront ainsi deux jours et trois nuits dans la forêt, suivant la rivière pour avoir un peu d'eau, ne trouvant rien à manger. «Dans ces coins-là, il n'y a ni bananes ni papayes à cueillir», glisse Faïda, tout en donnant le sein à son petit dernier. Lorsque des couples sont trouvés ensemble, l'homme est ligoté et obligé d'assister, impuissant, au viol de son épouse.

Durant ces quatre jours, de vendredi à lundi, Luvungi devient la base temporaire des FDLR et des Mai-Mai. Mayele établit ses quartiers dans l'église baptiste qui domine le village. Il fait égorger une chèvre et ouvrir des bouteilles de Primus, la bière congolaise. Avec sa garde rapprochée, il fête cette nuit de barbarie. Le trésor de guerre, qui n'a pas encore été totalement emporté, est rassemblé dans une maison. Deux hommes se chamaillent comme des gamins, autour d'une prise. L'un d'eux tire et blesse le second à la jambe. Les rebelles ne se contenteront pas de ravager Luvungi. Durant trois jours, une partie d'entre eux poursuivra sa progression, semant la terreur dans les communes qui bordent la piste. Ces villages, pourtant situés à moins de 20 kilomètres d'une base militaire de la Monusco, la mission des Nations unies en République démocratique du Congo, ne recevront aucune aide. Dans cette région reculée, l'information peine à circuler, faute de réseau téléphonique. Les troupes de l'armée nationale, les FARDC (Forces armées de la République démocratique du Congo), n'interviennent pas non plus, par manque de moyens logistiques. Elles n'ont aucun véhicule et se déplacent à pied. La terrible nouvelle s'étant quand même répandue le long de la piste, de nombreux villageois ont abandonné leur maison, emportant tout ce qu'ils pouvaient. A 20 heures, samedi, les rebelles approchent de Lubonga. L'unique moyen d'accéder à ce village est un pont de lianes et de bambous, suspendu à une dizaine de mètres au-dessus d'une rivière. Une vingtaine d'hommes le franchissent. Ils violent les femmes encore présentes, emportent l'argent et brûlent une maison avant de repartir, vers 4 heures du matin. D'autres habitants, qui étaient encore dans la forêt avoisinante, sont pris à revers par un second groupe de rebelles, passé par un pont 3 kilomètres en amont. Huit autres villages sont en partie pillés, mais aucun ne connaît l'intensité des violences commises à Luvungi. Au fil des jours, les miliciens regagnent leur camp dans la forêt.

La vie recommence alors doucement dans les bourgades désertées. Mardi, Mariam et Faïda peuvent enfin revenir chez elles, à moitié rassurées par des voisins qui confirment le départ de leurs bourreaux.

Un mois plus tard. Assise devant chez elle sur un rondin de bois, Mariam, a le regard perdu dans le vide. Elle épluche des bananes plantains qu'elle fait tremper dans une cuvette. Elle n'a plus qu'une casserole cabossée. Quand elle aura terminé, elle la prêtera à Gisèle, une autre maman. «C'est chacun son tour, on est obligé d'attendre que l'autre ait terminé, se plaint Gisèle, coquette avec ses bracelets au poignet et ses ongles des pieds vernis en rose. On ne prépare plus à manger comme avant. Même cette activité-là, on ne peut plus la faire bien.» Elle explique que les femmes dont les champs sont éloignés n'osent plus s'y rendre pour les cultiver. Il n'y a plus de viande, puisque les pillards ont emporté les chèvres et les poules, ni d'argent pour acheter quoi que ce soit. De toute façon, il n'y a plus rien à acheter. Tout ce que vendait Matata dans son commerce a disparu. Devant son magasin, il a posé une planche sur des tréteaux et disposé avec soin six boîtes de sardines, une pile, deux pots de crème éclaircissante pour la peau, quelques sachets de grains de café concassés, de vieilles pellicules photos périmées. Des produits bien futiles, qu'il avait jetés à la va-vite dans un trou au moment de sa fuite. Son fils, Alain, 7 ans, est accroupi près de l'étal. L'air éteint, il réagit à peine quand son père lui adresse la parole. «Il est malade mais on ne sait pas ce qu'il a. Il est traumatisé depuis ce qui s'est passé», explique un jeune garçon à côté de lui. Presque chaque nuit, Alain et Mariam revivent dans leurs cauchemars leurs quatre jours d'horreur. Ils ne sont pas les seuls à avoir peur. «Après l'attaque, nous nous sommes concertés pour savoir comment quitter le village», raconte Furaha Shemuhombo, 51 ans, le pasteur de l'église baptiste. Les hommes envisagent toutes les hypothèses. Les rebelles occupent la forêt. Ils sont là, tout près. Hier encore, ils ont investi un village. Cette fois, ils n'ont détroussé que les malheureux étudiants qui passaient en camion sur la route en direction de Goma. Leurs économies, destinées à payer leurs frais de scolarité et leurs uniformes, ont été dérobées. Mais ce jour-là, au moins, les hommes armés ont laissé les villageois tranquilles. Chacun sait qu'ils peuvent revenir à tout moment. L'unique moyen pour que cela cesse, c'est l'exode, comme toujours depuis seize ans. Mais pour aller où? A Walikalé, la ville la plus proche? «Là-bas aussi il y a l'insécurité», fait remarquer le religieux. Du côté de Masisi, en direction de Goma? «La route est trop longue. On ne sait pas quoi faire.»

«Ce qui m'a le plus humiliée, c'est le viol», lâche Mariam. «Ça diminue mais j'ai toujours mal. J'avais des lésions, des écoulements», détaille-t-elle en s'excusant de donner des précisions aussi crues. Juste après l'attaque, le chef du village a réussi à rallier Walikalé. Il en est revenu au bout de deux jours avec des infirmiers, dont ceux de l'association humanitaire IMC (International Medical Corps). «Nous sommes arrivés trop tard pour distribuer le "Pep kit" qui permet, lorsqu'il est pris dans les soixante-douze heures suivant un viol, de protéger les femmes du virus du sida», explique l'un d'eux, Chris Baguma. Dans cette région meurtrie par des années de conflits, le viol sert d'arme de guerre. En violant les femmes, les agresseurs détruisent les familles. Car les femmes subissent une double peine: en plus d'être violées, elles sont répudiées par leur mari et livrées à elles-mêmes, souvent avec leurs enfants. Mais à Luvungi, nul mari n'a chassé son épouse. Dans l'horreur, ils ont un soulagement: tous ont vécu la même histoire. Subir collectivement la honte aide à la surmonter. Les victimes ne seront pas stigmatisées, comme c'est le cas lors de viols isolés. «Tout le monde sait que c'est un accident, on ne pouvait rien faire», dit Vital, l'instituteur. Il assure que même les jeunes filles vierges violées pourront

trouver un mari. De leur côté, les épouses n'adressent aucun reproche à leurs maris qui ont pris la fuite. «Ils ne pouvaient rien faire, les autres étaient armés», reconnaît Kavugho, la femme du pasteur, violée par trois hommes alors qu'elle tentait de gagner la forêt. Dans de telles circonstances, s'interposer ne sert à rien. Le mari de Gisèle en a fait les frais. C'était en juin: «Nous habitions encore à Pinga, loin d'ici. Les FDLR ont attaqué. Mon mari a essayé de me défendre, ils l'ont tué.» Quatre rebelles l'ont violée. «Après, j'ai fui la guerre. Je suis venue à pied à Luvungi, avec mes deux enfants. Une semaine de marche. Et par malheur, j'ai encore été violée.» Cette fois, deux hommes abusent d'elle sous les yeux de Furaha, 4 ans, dont le prénom signifie «joie» en swahili, et d'Espoir, 2 ans. Tout un symbole. «Je leur ai donné ces noms car j'avais la joie et l'espoir. Maintenant, ça a changé. Je ne sais pas si je dois aussi changer leurs noms...» A Luvungi, la joie et l'espoir se sont éteints.